

Novembre 2012

Levée de l'embargo
mardi 27 novembre 2012 à midi

Observatoire des politiques publiques :
Focus sur la question de la compétitivité
des entreprises

Paris
Toronto
Shanghai
Buenos Aires

ifop

Connection creates value

pour

acteurspublics
www.acteurspublics.com

Etude réalisée par l'Ifop pour :

Acteurs Publics

Echantillon :

Echantillon de **1001 personnes**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interviewé) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil :

Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (*CAWI - Computer Assisted Web Interviewing*).

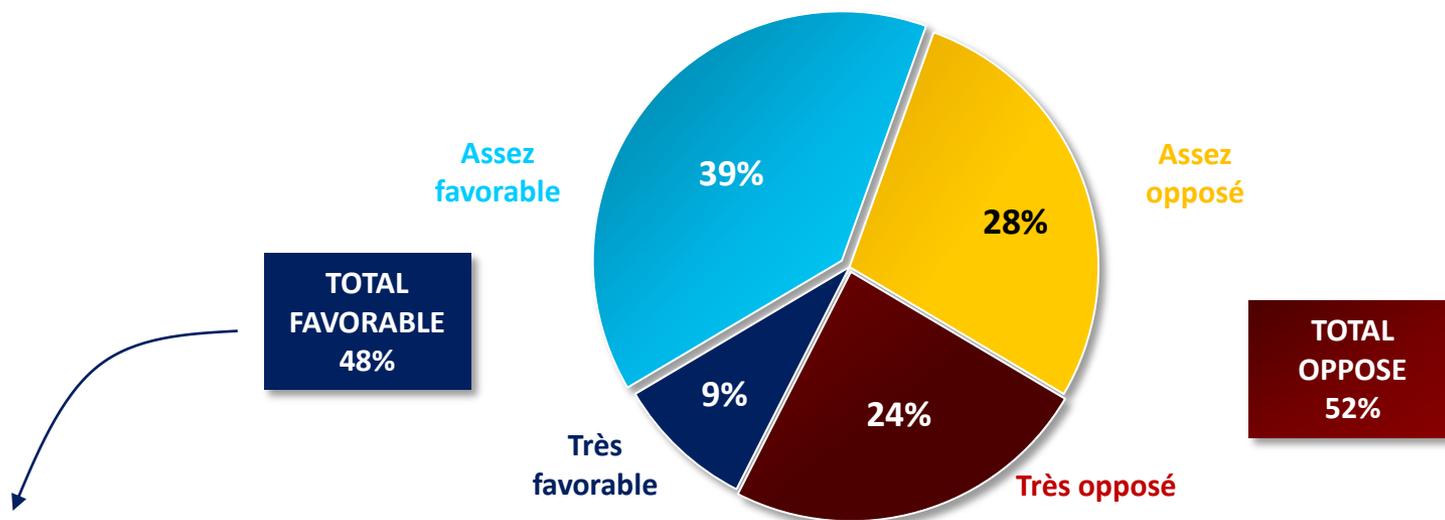
Dates de terrain :

Du 14 au 16 novembre 2012

L'adhésion à l'instauration d'un crédit d'impôts de 20 milliards d'euros en faveur des entreprises

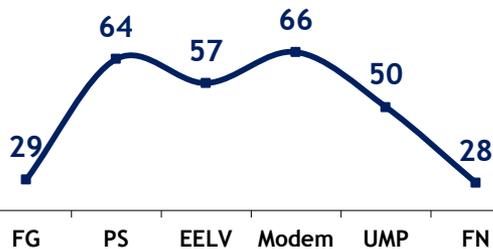
Pour améliorer la compétitivité des entreprises françaises et favoriser l'emploi, le Gouvernement a annoncé un crédit d'impôts de 20 milliards d'euros en faveur des entreprises. Ce crédit d'impôt sera notamment financé par une réduction des dépenses publiques et par une hausse de deux des trois taux de TVA payés par les ménages : de 19,6 % à 20 % pour le taux général et de 7 % à 10 % pour la restauration et les travaux de rénovation des logements. Le taux de TVA de 5,5 % sur les produits de première nécessité étant abaissé à 5 %.

Question : Personnellement, êtes-vous très favorable, assez favorable, assez opposé ou très opposé à ce dispositif ?

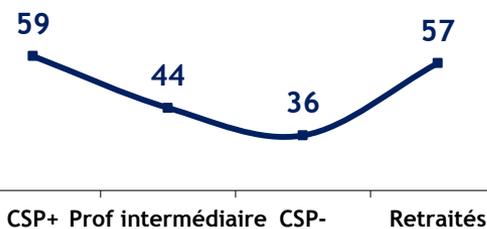


Des résultats qui varient...

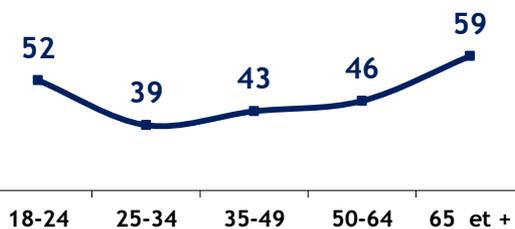
Selon la proximité politique



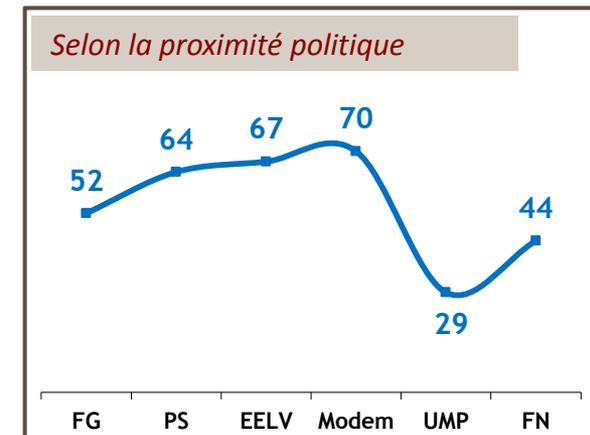
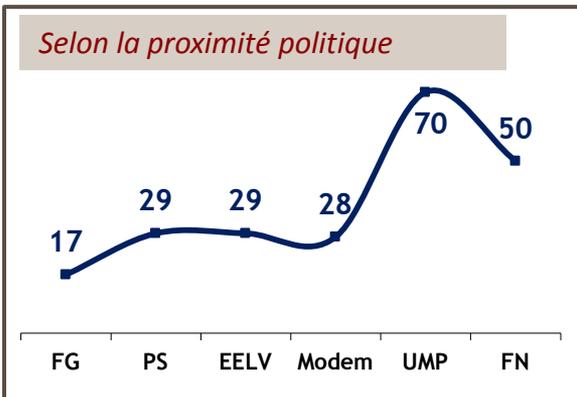
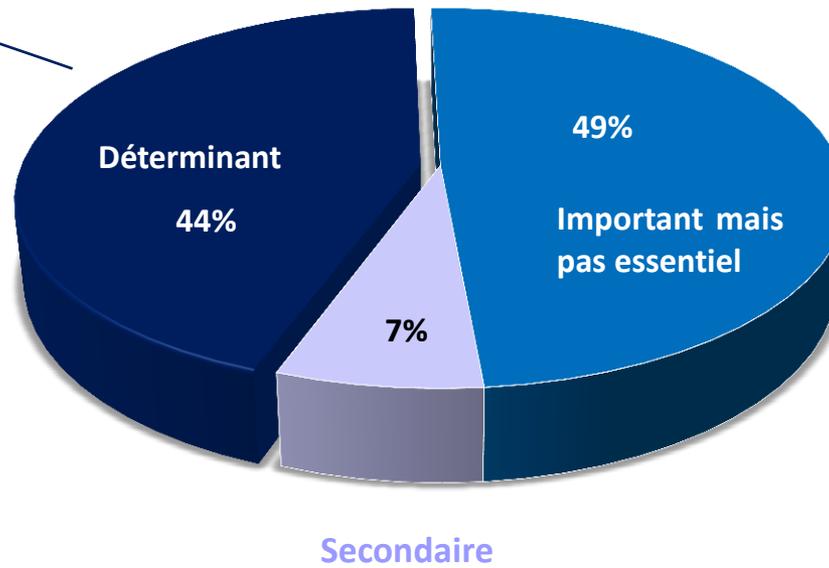
Selon la profession de l'interviewé



Selon l'âge



Question : Diriez-vous que les charges pesant sur les entreprises constituent un facteur déterminant, important ou secondaire dans les difficultés de compétitivité que connaissent les entreprises françaises ?



Question : Pour pouvoir réduire les prélèvements et les charges qui pèsent sur les entreprises françaises, faut-il en priorité ... ?

Réduire les dépenses de l'Etat



77%

Revoir à la baisse les prestations sociales (allocations, RSA, etc.)



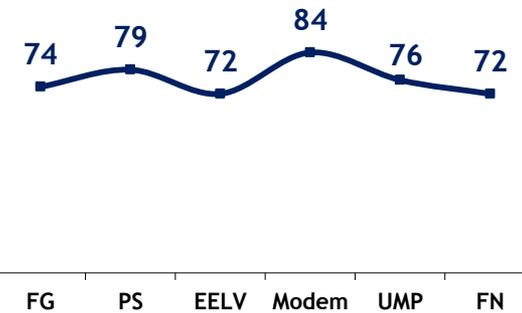
20%

Instaurer de nouveaux prélèvements sociaux et fiscaux pour les ménages

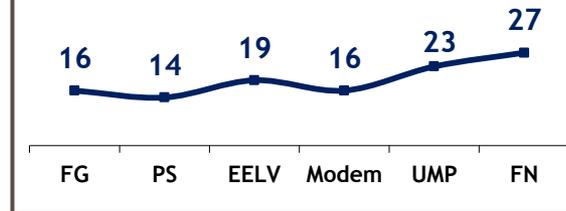


3%

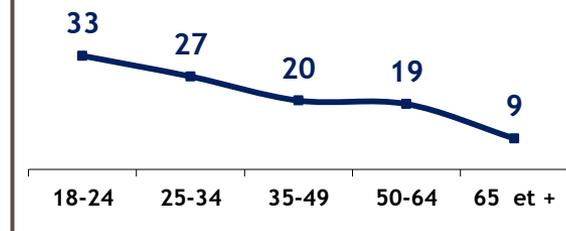
Selon la proximité politique



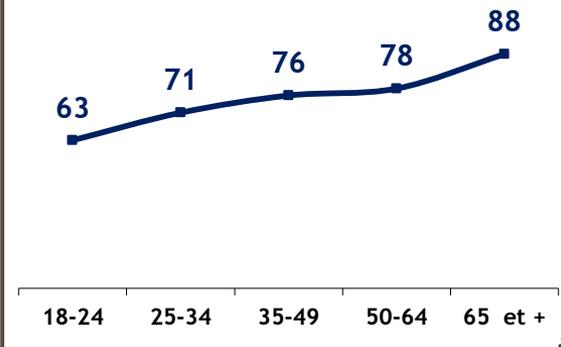
Selon la proximité politique



Selon l'âge



Selon l'âge



Dans l'optique de relancer la compétitivité des entreprises françaises et après avoir pris connaissance des recommandations formulées dans le rapport Gallois, le Gouvernement a pris position en faveur d'un crédit d'impôts de 20 milliards d'euros pour les entreprises, crédit financé en partie grâce à la réduction des dépenses publiques et à la hausse de deux des trois taux de la TVA payés par les consommateurs (de 19,6 % à 20 % pour le taux général et de 7 % à 10 % pour la restauration et les travaux de rénovation des logements).

Interrogés par l'Ifop pour Acteurs Publics, **les Français expriment des avis très partagés à l'égard de ce dispositif de relance de la compétitivité** : 48% des interviewés se disent favorables contre 52% se déclarant opposés. Toutefois, au-delà de ce partage de l'opinion, on observe que la part des soutiens inconditionnels (9% de très favorables) est nettement inférieure à celle des détracteurs du plan gouvernemental (24% de très opposés). Pour autant, ce plan bénéficiant d'un a priori positif dans l'opinion, fait surtout l'objet d'un soutien émanant certes des sympathisants socialistes (64%) mais également de segments sociodémographiques et politiques traditionnellement critiques à l'encontre de l'action du gouvernement de gauche. En attestent les scores relevés chez les personnes âgées de plus de 65 ans (59%), les catégories sociales supérieures (59%) voire les sympathisants UMP (50%). A l'inverse, on observe que ce sont les catégories les plus modestes, particulièrement en difficulté dans le contexte de crise, qui expriment les réticences les plus fortes (seulement 36% d'adhésion).

La question de l'impact des charges sur la compétitivité des entreprises françaises divise là encore l'opinion. Certes, la quasi-totalité des interviewés (93%) fait le lien et perçoit bien l'impact des charges sur les entreprises et leur compétitivité, mais pour autant, une majorité relative (49%) y voit un facteur important mais pas essentiel sous-tendant ainsi qu'il existe d'autres raisons à la faible compétitivité des entreprises françaises. A l'inverse, 44% des personnes interrogées appréhendent la question des charges pesant sur les entreprises comme le facteur déterminant des difficultés de compétitivité connues par les entreprises hexagonales. Cette dimension qui a constitué notamment depuis la campagne présidentielle un objet de controverses dans le champ politique suscite sans surprise un net clivage gauche/droite. Les sympathisants UMP s'avèrent en effet les plus nombreux à y voir un effet déterminant (70%) contre un gros quart des sympathisants socialistes et écologistes (29% chacun).

Au-delà de cet impact perçu des charges sur la compétitivité, **dans l'optique d'une réduction des charges et des prélèvements qui pèsent sur les entreprises, les Français ne veulent pas être les seuls à consentir des efforts dans le cadre global de ce dispositif gouvernemental.** Ils se prononcent dès lors très majoritairement en faveur d'une réduction des dépenses de l'Etat (77%), un souhait qui croît de manière linéaire avec l'âge (63% chez les 18-24 ans, contre 88% chez les 65 ans et plus) et qui est finalement assez homogène quelle que soit la préférence partisane considérée. Dans ce contexte, il apparaît peu surprenant que seules 3% des personnes interrogées se prononcent en faveur de l'instauration de nouveaux prélèvements sociaux et fiscaux sur les ménages.

Dans le même temps, un Français sur cinq désigne la baisse des prestations sociales comme étant la priorité pour réduire les charges et les prélèvements pesant sur les entreprises, une proportion qui bien que minoritaire reste conséquente et s'avère particulièrement partagée par les moins de 35 ans (29%) et les actifs (25%, contre 12% pour les inactifs), un résultat qui laisse entrevoir en filigrane la diffusion dans l'opinion de la stigmatisation de l'assistantat au sein de la société.